

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 85 (1940)
Heft: 8

Artikel: Presse et défense nationale
Autor: Wüst
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348340>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Presse et défense nationale

La Presse est une force de combat. La mobilisation s'en empare comme de toutes les autres.

La Presse est la garde protectrice du facteur moral qui domine tous les autres.

Colonel FEYLER.

De nos jours autant qu'autrefois, le but de la guerre est d'obtenir la décision finale qui sera militaire.

Bien qu'ils se soient infiniment perfectionnés, les moyens n'ont guère changé.

Une nation belligérante, en 1940, ressemble beaucoup à ces forteresses antiques dont l'assaut était précédé d'une préparation qui consistait :

- à affamer ses défenseurs (guerre économique) ;
- à les tromper, à les exciter et à les décourager (guerre des nerfs).

Seules les armes et leur emploi ont évolué.

* * *

Nous connaissons nos possibilités et nos lacunes dans les domaines militaire et économique.

Mais que pèseront nos forces dans ce que le colonel Feyler appelait la « manœuvre morale » ?

L'une des plus puissantes est la presse. Dans quelle mesure celle-ci est-elle apte à servir notre défense nationale ?

Tel est le but de cette étude.

* * *

En temps de guerre, une triple mission vient s'ajouter à la tâche habituelle de la presse suisse :

- assurer une liaison intime entre le peuple, qui permet, par son travail, la vie normale du pays, et ses chefs de familles, sa jeunesse masculine, formant l'armée de campagne qui monte la garde.
- donner à ses lecteurs suisses et étrangers une image aussi exacte, aussi objective que possible, de la guerre.
- être en mesure, en qualité d'« arme moderne », pour le cas où nous serions entraînés dans le conflit, de fournir une défense efficace contre les « manœuvres morales » de l'ennemi : propagande politique, fausses nouvelles, faux ordres, défaitisme, etc...

Autant la presse doit se montrer jalouse de son indépendance à l'égard du pouvoir politique, quand il s'agit de questions intérieures, autant elle a le devoir de se mettre à la disposition de l'armée et de se comporter comme étant mobilisée au même titre que toutes les forces nationales qui concourent à la défense de notre sol.

En 1940, l'importance de l'arrière croît de jour en jour. De même que le paysan aux champs et l'ouvrier à l'usine, le journaliste doit considérer son métier comme un poste de combat qui lui a été confié.

Notre peuple aime son armée car il lui a donné le meilleur de lui-même et lui consent, chaque jour, de lourds sacrifices. Mais l'« arrière » comme le « front » expriment ce désir si légitime d'avoir des rapports constants, de penser et de vouloir ensemble la même chose. Car la force de l'un fera celle de l'autre.

Il importe de cultiver et d'alimenter ces sentiments. Voilà déjà un vaste champ d'action pour notre presse.

Or il me semble qu'il y a là un point faible. Cette liaison « arrière-front » que la presse doit assurer, si elle existe partiellement, ne donne pas encore les résultats attendus.

Les rapports entre l'armée et la presse ne sont pas encore ce que l'on voudrait qu'ils fussent. L'une comme l'autre portent leur part de responsabilité. Faisons, en toute impartialité, le bilan des erreurs commises.

D'abord celles de la presse. Il est arrivé trop souvent

que des journalistes — qui, parfois, n'avaient jamais fait de service militaire et qui, en tout cas, ne possédaient pas la compétence technique indispensable — se soient mêlés de traiter, à tort et à travers, de stratégie et de tactique, de faire des reportages militaires où l'on donnait souvent la plus grande importance au menu de la troupe en citant, tels des héros, les noms de tous les cuisiniers, de juger et de blâmer nos chefs militaires, etc... Un petit exemple de ces méthodes ? Il n'y a pas si longtemps que l'un de nos plus importants quotidiens romands publiait une belle photo de canon d'infanterie avec cette savoureuse légende : « Notre dernier modèle de mitrailleuse »...

Trop souvent aussi, certains de nos journaux se sont rendus coupables d'une certaine démagogie en flattant tel officier subalterne qui ne le méritait pas plus qu'un autre.

Si le prestige de la presse n'est pas toujours ce qu'il devrait être, nous en sommes redevables à certains de nos « chers confrères ».

Et maintenant, les erreurs de l'armée. Elles ressemblent beaucoup à celles de la presse. On peut se demander si tous les officiers chargés de contrôler nos journaux — et je pense surtout aux services de presse territoriaux — sont réellement qualifiés pour surveiller le travail des journalistes, s'ils ont une connaissance suffisante du métier dont ils s'occupent, s'ils font toujours preuve du tact et de la souplesse nécessaires ?

Le journalisme est un « métier » au sens propre du mot, métier pour la connaissance duquel un long apprentissage est indispensable.

L'officier qui prétend donner à tort et à travers des instructions et des conseils au journaliste ressemble fort au reporter qui se mêle d'adresser des blâmes à nos chefs militaires.

Enfin, bien qu'ils soient de plus en plus rares et n'appartiennent qu'à la « vieille école », on trouve encore quelques officiers ennemis, par principe, des « plumitifs » comme s'il existait une incompatibilité absolue entre le métier des armes et celui des lettres !

Or, c'est bien le contraire qui est vrai. Tous les grands chefs militaires, de César à Weygand en passant par Napoléon, Foch, Pétain et combien d'autres, furent des écrivains célèbres.

D'ailleurs, pour bien commander comme pour bien écrire, les mêmes qualités ne sont-elles pas nécessaires : clarté de l'esprit, condensation des idées, simplicité de la conception, justesse des termes, différence exacte entre l'essentiel et l'accessoire, etc. ?

Le travail intellectuel du chef militaire ou de l'officier d'état-major appelé à rédiger un ordre concis qui « énonce clairement ce qui se conçoit bien » ne ressemble-t-il pas beaucoup à celui du véritable écrivain ?

* * *

En temps de guerre, l'une des tâches principales de la presse consiste — nous l'avons dit plus haut — à maintenir une liaison intime entre l'« arrière » et le « front », à donner à la population des nouvelles de l'armée.

La censure soumet nos journaux à une discipline des plus rigoureuse. Fort bien.

N'importe quel mot imprudent pourrait avoir des conséquences funestes pour notre défense.

Mais je pense que cette action « négative » des services de presse militaires devrait s'accompagner d'une autre action, « active » celle-là. Je m'explique : ces bureaux empêchent la diffusion d'informations inopportunes. En revanche, il me semble que l'armée devrait, elle-même, prendre en mains l'organisation de reportages, de visites aux troupes, etc...

En général, la population n'est informée du travail de nos troupes que par les « on dit » des permissionnaires... Et l'on s'étonne, ensuite, du nombre de bobards en circulation !

L'information, dans certains cas, est beaucoup trop lente. De là, ces faits démesurément grossis par la « presse chuchotée ».

Je crois que l'on pourrait décrire beaucoup plus justement à la population la vie de nos troupes, leur dur labeur, leurs sacrifices de chaque instant, le faire avec intelligence et sous une forme vivante, sans que cela nuise en quoi que ce soit au secret militaire.

Certes, il y a eu déjà de nombreux essais. Mais ce ne sont là que des actions individuelles dont quelques journaux ont seuls fait leur profit.

Pourquoi ne chargerait-on pas quelques-uns de nos meilleurs spécialistes militaires d'écrire des articles présentant toutes garanties que l'on diffuserait ensuite dans l'ensemble de la presse suisse, ceci selon des directives données ?

Très souvent, le commandement de l'Armée recherche la liaison avec la population. Il y a toute une éducation militaire de l'arrière à faire qui exige une action de chaque instant. La presse suisse doit devenir l'instrument de cette action.

* * *

Elle s'est trouvée du fait de la guerre dans une situation nouvelle. Il ne m'appartient pas de traiter, en qualité d'officier, des aspects politiques de cette situation.

Mais l'on me permettra d'évoquer certains conflits qui opposent des journalistes au pouvoir politique — soucieux d'imposer à nos journaux une réserve nécessitée par les circonstances — pour demander que l'on fasse une différence très nette entre la censure militaire et la censure politique.

Si la liberté de presse doit être réduite pour des raisons politiques, que le pouvoir civil en supporte seul toute la responsabilité. L'armée doit rester absolument en dehors de ces débats.

* * *

L'autre mission — essentielle aujourd'hui — de notre presse est d'offrir à ses lecteurs un miroir de la guerre aussi fidèle et impartial que possible.

Maintes fois, l'étranger a rendu hommage à l'honnêteté et à l'objectivité de la plupart de nos journaux. Durant la guerre de 1914-18, ils ont contribué, dans une large mesure, à relever le prestige de notre petit pays et à forcer, par leur courage et leur indépendance, l'admiration de nos voisins.

Aujourd'hui, il ne saurait en aller autrement.

Mais la tâche du chroniqueur suisse de 1940 se trouve singulièrement compliquée...

Je vais écrire un paradoxe : dans un pays neutre, le perfectionnement et le développement des moyens d'information rendent celle-ci beaucoup plus difficile.

Partout, le secret militaire est si bien gardé qu'il est presque impossible d'obtenir, sur les opérations en cours, d'autres informations que celles des état-majors ou des agences de presse belligérantes. L'Agence télégraphique suisse se borne à nous retransmettre les seules nouvelles que veulent bien lui communiquer les agences belligérantes.

Notre opinion publique est saturée des diverses propagandes étrangères car les moyens modernes de diffusion augmentent leur influence. Elle n'est pas en mesure de se faire, elle-même, une idée exacte de la situation. Elle obéit beaucoup plus facilement à ses penchants sentimentaux qu'aux réalités concrètes. Elle s'étonne ensuite de voir les faits démentir ses prévisions ou ses espérances.

Ceux qui sont chargés de la guider — les chroniqueurs de métier — dont la mission devrait consister à ne dire en toute objectivité que l'exacte vérité quelle qu'elle soit, se trouvent placés, la plupart du temps, en face de difficultés énormes.

Cette situation pourrait avoir, à la longue, des conséquences funestes car le jugement des Suisses finirait par se trouver faussé et dirigé contrairement aux intérêts supérieurs de la Confédération.

Il y a des intérêts nationaux allemands, français, anglais et italiens. Il y a un intérêt national suisse qui est commun à tous ceux qui habitent notre territoire et qui ne se confond

avec aucun intérêt belligérant. C'est en fonction de lui seul qu'il faut juger la guerre.

A part quelques rares exceptions, nos propres moyens d'information offrent toutes garanties. Il est urgent de les développer et de les protéger contre la concurrence étrangère.

A ce propos, on nous permettra de rappeler que l'on tolérait encore, jusqu'au 10 mai dernier — sans aucune réciprocité bien entendu — qu'un journal étranger — et quel journal ! — vende chaque jour, en Suisse romande, plus d'exemplaires qu'aucun quotidien romand.

* * *

En temps de guerre, la presse peut et doit rendre de grands services à la défense nationale.

Au cœur d'une Europe en guerre, que la presse suisse ne cesse jamais de dire objectivement la vérité. Qu'elle maintienne, au plus fort de la tempête, ces valeurs chrétiennes qui règneront ici tant que vivra notre pays.

Afin de mieux remplir cette haute mission, souvenons-nous toujours de l'exemple que nous donna, de 1914 à 1918, celui qui fut à la fois un grand soldat et un journaliste célèbre : le colonel Feyler.

Lieutenant WÜST.
